

À Grenoble, un coup de force pour faire entrer le burkini à la piscine

Le collectif qui a investi l'équipement municipal entend inciter la ville à autoriser les maillots de bain couvrants.

STÉPHANE KOVACS @KovacsSt

LAÏCITÉ Elles se présentent comme des « Rosa Parks musulmanes ». Soixante-quatre ans après l'acte historique de cette Afro-Américaine, devenue une figure emblématique de la lutte contre la ségrégation raciale pour avoir refusé de céder sa place à un Blanc dans un bus, voici les militantes de l'Alliance citoyenne qui, elles, « désobéissent pour le droit de se baigner couvertes ».

À Grenoble, vendredi dernier, une quinzaine de femmes de ce collectif a investi une piscine municipale en burkini, en violation du règlement intérieur. Le maire, Eric Piolle (EELV), a laissé faire : « On n'allait pas rajouter du choc au choc et exposer nos agents du service public ! », se justifie-t-on à la mairie.

Alliance citoyenne, « une association de locataires », est aussi, indique son site Internet, « un réseau de soutien, l'organisation de ceux qui veulent combattre les injustices. Toutes les injustices ». Après avoir couru en hidjab, le mois dernier, pour revendiquer « la liberté des femmes voilées », le collectif, qui dit avoir recueilli quelque 400 signatures réclamant la modification du règlement des piscines, avait organisé un rendez-vous à la

piscine des Dauphins : « On se baignera, en combi ou en maillot, même si Piolle ne le veut pas, nous, on se baignera, avaient averti ces militantes musulmanes dans le média local Place Gre'net. Les femmes voilées sont refoulées à l'entrée des salles de sport. Nous n'avons pas accès aux piscines. Nous voulons faire du sport, nous voulons avoir accès au bien-être ! C'est indigne d'un pays où les femmes sont supposées vivre librement. » L'idée est de mettre la pression, un an avant les municipales, sur la Ville de Grenoble, et de l'inciter à prendre exemple sur celle de Rennes, qui autorise les maillots couvrants dans ses piscines.

« On se baignera, en combi ou en maillot, même si le maire ne le veut pas, nous, on se baignera »

LE COLLECTIF ALLIANCE CITOYENNE

Le happening a bien eu lieu, le 17 mai : les femmes en burkini se sont baignées pendant une heure, filmées et photographiées par des membres de leur association. « C'est quelque chose de simple, mais pour nous c'est beaucoup, car on n'a jamais eu le droit d'aller à la piscine muni-



Une quinzaine de femmes du collectif. Alliance citoyenne a investi une piscine municipale de Grenoble pour nager en burkini, le 17 mai.

cipale avant », commente ainsi Bouchra, à sa sortie de l'établissement, sur une vidéo postée sur la page Facebook de l'Alliance citoyenne. « Pensez que c'était annoncé et le maire n'a même pas envoyé la police municipale !, s'émeut Matthieu Chamussy, chef de file de l'opposition municipale de la droite et du centre. Derrière tout cela, il y a la stratégie permanente d'inversion des rôles et des valeurs, qui consiste à se présenter comme discriminé, alors que la démarche de ce collectif vise à fracturer la société. » « Cette association, qui n'est pas subventionnée par la mairie, mais par la métropole (à hauteur de 6 000 euros en 2017) est une nébuleuse qui agit dans différents domaines, au moyen d'actions coup de poing, poursuit-il. Sur la page Facebook de sa porte-parole, on trouvait un parfait combo de l'islamisme politique : justification de l'attentat contre Charlie Hebdo, thèse complotiste sur l'attentat du Bataclan, diffusion des discours de Tariq Ramadan... » La porte-parole, Taous Hammouti, qui a porté plainte contre X pour « menaces » et « injure publique en raison de la religion », selon France 3, dé-

ment avoir tenu de tels propos et dit avoir fermé son compte après avoir reçu « des messages islamophobes ». L'association n'a pas répondu aux sollicitations du Figaro.

« J'entends la controverse, sur deux interprétations possibles de l'égalité républicaine, réagit, dans un communiqué, le maire Eric Piolle. Force est de constater que les conditions d'un dialogue serein ne sont pas réunies pour échanger en bonne intelligence sur ce sujet. » À la mairie, on décrypte : « On a échangé mardi avec ces dames, qui sont des communes alentour, indique-t-on. Mais on ne va pas alimenter le buzz à une semaine d'un scrutin ou le RN est annoncé en tête. On n'est pas sur une évolution du règlement - qui est d'ailleurs le même ailleurs en France - dans ces conditions-là. »

En attendant, l'Alliance citoyenne compte bien organiser d'autres happenings du même acabit pour faire avancer sa cause. « L'accès aux piscines publiques est notre premier combat, assure Taous Hammouti, mais nous continuerons avec les salles de sport, les entreprises, les médécins qui refusent les femmes voilées. » ■

EN BREF

Guadeloupe : deux surveillants de prison poignardés

Deux surveillants de la prison de Baie-Mahault ont été poignardés par un détenu mercredi. Ce dernier était en possession d'un pic de confection artisanale. L'un des deux hommes est gravement touché au thorax et au ventre.

Les fermetures de pharmacies au plus haut depuis dix ans

Près de 240 pharmacies ont fermé en 2018, dont 226 en métropole, un record depuis dix ans, tandis que le nombre de pharmaciens est resté stable sur un an, selon le rapport annuel de l'Ordre dévoilé mercredi. Au total, 1 556 pharmacies ont baissé le rideau en dix ans.

Confronté à un plaignant, le nonce apostolique nie toute agression sexuelle

L'ambassadeur du Vatican en France, visé par une enquête à Paris pour « agressions sexuelles », a nié les faits face au premier plaignant auquel il a été confronté mercredi, a indiqué l'avocate de ce dernier. Luigi Ventura est visé par les plaintes de quatre hommes, dont trois au moins lui reprochent des attouchements.

Un membre du CFCM annonce une plainte après avoir reçu du porc

Le délégué général du Conseil français du culte musulman, Abdallah Zekri, a annoncé mercredi déposer plainte après avoir reçu une tranche de viande porcine à son domicile, un acte « islamophobe » condamné par le CFCM.

Les prestigieux diplômés des patrons du CAC 40

HEC, X ou ENA, Ponts et Chaussées, Sciences Po : rares sont les dirigeants des entreprises les mieux cotées de Paris qui ne soient pas issus des meilleures formations, comme le révèle une étude.

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

ÉCOLES À l'heure où le président Macron entend mettre fin à l'ENA, accusée de ne pas représenter la diversité de la société, et où les grandes écoles sont fortement appelées à accueillir davantage de boursiers, une étude éclairante vient d'être publiée. Réalisée par Recto Verso, une société de conseil et coaching en orientation scolaire, cette enquête fait le point sur les formations dont sont issus des dirigeants du CAC 40.

Avec un résultat attendu : HEC (11 dirigeants en sont diplômés), l'ENA (10) et Polytechnique (9) arrivent nettement en tête. Suivent Sciences Po (6) et les Mines de Paris (5). Le Top 13 de ces formations compte quatre écoles de management, quatre écoles d'ingénieurs, mais aussi deux universités américaines de renom (Harvard et l'université de Pennsylvanie). Plus intéressant, l'étu-

il faut sortir du lot, être dix crans au-dessus », ajoute-t-il.

Dans le sillon tracé par le président de la République, la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, va se pencher prochainement sur l'accès aux grandes écoles et la méritocratie. Les grands dirigeants du CAC 40 sont-ils des « méritants » ? Un petit focus sur les « filles et fils de » résume la complexité de la notion de mérite. Et la difficulté à faire la part des choses entre l'inné et l'acquis, les capacités intellectuelles et le milieu social, les voies scolaires royales et le réseau. Petit-fils du fondateur du groupe Pernod Ricard, Alexandre Ricard est un brillant diplômé de l'école de management parisienne ESCP, de l'université de Pennsylvanie et du prestigieux MBA de Wharton. À 47 ans, il est l'un des plus jeunes patrons du CAC 40. À la tête de Vivendi, entité de la galaxie Bolloré construite par son père, Yannick Bolloré, lui, est sorti de Dauphine. Seulement... Car

parmi les formations prestigieuses se côtoyant au CAC 40, l'université parisienne, aussi réputée soit-elle, fait pâle figure. Chez Sodexo, Sophie Bellon, la fille du fondateur, est sortie de l'EDHEC en 1983, école de commerce qui n'était pas aussi

Quels sont les diplômés moins prestigieux représentés ? Chez Accor, Sébastien Bazin est titulaire d'une maîtrise de gestion de Paris-Sorbonne. Fils d'un administrateur de biens parisien, il a étudié avant au lycée Saint-Jean-de-Passy (Paris XVI^e). Président du directeur de Publicis, Arthur Sadoun, passé par l'École alsacienne, est diplômé de l'EBS (European Business School), une petite école de commerce bien fréquentée.

Mais le diplômé qui tranche le plus est sans aucun doute le BTS agricole détenu

par Dominique Lefebvre, président du conseil d'administration du Crédit agricole, qui a gravi les échelons au fil des années. « C'est le côté atypique du Crédit agricole. Il n'empêche que dans la sphère inférieure, gravitent nombre d'X et d'HEC », précise Vincent Colin. Dans les autres banques du CAC 40, les postes de dirigeants reviennent traditionnellement à des ingénieurs du corps des Mines, comme Jean-Laurent Bonnafé pour BNP Paribas, ou à des inspecteurs des finances comme Frédéric Oudéa pour la Société générale. ■

11
dirigeants
du CAC 40 sont
diplômés de HEC,
10 de l'ENA
et 9 de Polytechnique

